

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > Santé (pays, UE) > Epidémies, pandémies (santé, pays, UE) > **La Journée des femmes du 8 mars, en pleine pandémie, devant la justice espagnole**

# La Journée des femmes du 8 mars, en pleine pandémie, devant la justice espagnole

mercredi 27 mai 2020, par [El País \(Spain/Espagne\)](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mai 2020).

**Une juge a mis en examen le délégué du gouvernement de la Communauté autonome de Madrid. Elle tente de savoir s'il aurait dû interdire la manifestation de la Journée internationale des femmes du 8 mars, alors que le Covid-19 était en pleine propagation.**

Une juge d'instruction avait ouvert une enquête le 23 mars sur les manifestations autorisées dans la Communauté autonome de Madrid durant la propagation de la pandémie de Covid-19. Elle a mis en examen, lundi 25 mai, pour "prévarication" le délégué du gouvernement de Madrid - l'équivalent d'un préfet de région mais en encore plus "politisé".

Un délégué du gouvernement est en effet nommé par la présidence du gouvernement, dont il dépend directement. Celui en poste à Madrid, José Manuel Franco, qui vient d'être mis en examen, est d'ailleurs également... président de la fédération madrilène du Parti socialiste au pouvoir. C'est dire si l'affaire pourrait avoir des répercussions politiques.

## 120 000 manifestants

[Selon le quotidien El País](#), la juge Carmen Rodríguez-Medel "veut réunir tous les rapports sur les manifestations produits par la délégation du gouvernement de Madrid entre 5 et le 14 mars". Notamment celle qui avait réuni le plus grand nombre de manifestants, le 8 mars, pour la Journée internationale des femmes : 120 000 personnes.

À l'époque, le Covid-19 avait déjà atteint l'Espagne : 1 535 cas dont 28 morts, selon les statistiques compilées et mises à jour régulièrement par [El País dans ces tableaux](#).

Le même journal rappelle, [dans cet autre article](#), qu'un rapport l'[ECDC](#) (Centre européen de prévention et de contrôle des maladies) avait déjà lancé une première alarme, quoique légère : "Les États [de l'UE] doivent promouvoir au sein de la population 'des mesures de distanciation sociale', et en particulier 'éviter les rassemblements d'envergure'. En outre, soutient l'ECDC, les autorités doivent 'décider s'il convient d'annuler ces rassemblements dans des cas exceptionnels'."

## État d'urgence décrété six jours plus tard

Justement en raison de la crainte du virus, la manifestation madrilène du 8 mars avait compté près de trois fois moins de manifestants qu'en 2019. Même si certains d'entre eux portaient des pancartes avec le slogan :

"Le patriarcat fait plus peur que le coronavirus."

Six jours plus tard, le 14 mars, le gouvernement déclarait l'état d'urgence. Toujours selon El País, la juge Carmen Rodríguez-Medel a réclaté au ministère de la Santé "tous les communiqués qu'il

*aurait effectués avant le 14 mars sur les risques liés aux grands rassemblements ou ‘sur la nécessité de respecter une distanciation sociale dans le cadre de cette crise sanitaire’”.*

---

## **El País**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

## **P.-S.**

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/politique-la-journee-des-femmes-du-8-mars-en-pleine-pandemie-devant-la-justice-espagnole>